



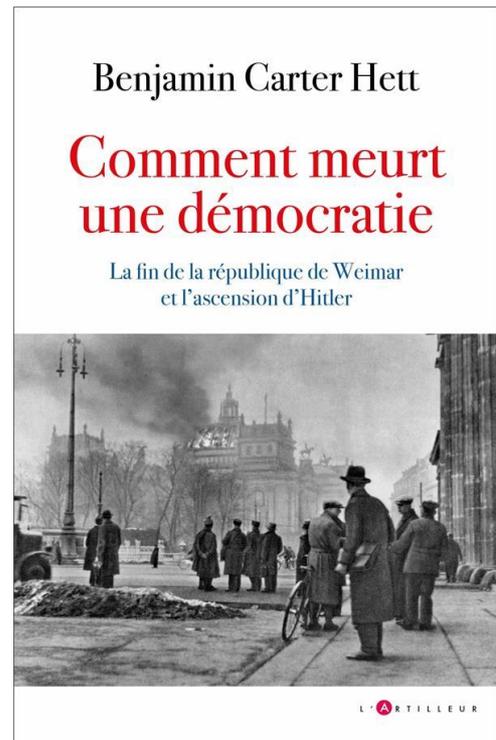
Mémoire d'Auschwitz ASBL
Rue aux Laines, 17 boîte 50 – 1000 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 512 79 98
www.auschwitz.be • info@auschwitz.be

Comment meurt une démocratie (Benjamin Carter Hett)

Yannik van Praag
Mémoire d'Auschwitz ASBL

Avril 2025

On ne compte plus les ouvrages consacrés à la prise de pouvoir par les nazis. Le livre de l'historien américain Benjamin Carter Hett¹ – *Comment meurt une démocratie. La fin de la république de Weimar et l'ascension d'Hitler*² – n'apporte pas de révélation majeure, mais il a le mérite de remettre les projecteurs sur les dynamiques qui ont précipité l'effondrement de la République de Weimar. La démarche est importante, ne fût-ce que parce que les représentations du basculement de l'Allemagne dans la dictature en 1933 restent fortes et tenaces. Le livre met à mal plusieurs récits ancrés dans l'imaginaire collectif, comme celui d'une conquête légitime du pouvoir par les urnes ou l'idée qu'Hitler aurait été une sorte de fatalité historique. En déconstruisant ces idées reçues, l'auteur révèle une réalité plus complexe, celle d'une démocratie minée par les calculs clientélistes, les renoncements institutionnels et une radicalisation antisystème habilement instrumentalisée. Une autopsie historique qui résonne de façon troublante avec les fragilités contemporaines de nos régimes parlementaires.



Le livre plante d'abord le décor d'une période marquée par les bouleversements politiques, économiques et sociaux en Allemagne. Le contexte général est bien connu : la République de Weimar, née des cendres de la Première Guerre mondiale, est une démocratie fragile, confrontée à de nombreux défis : hyperinflation, chômage massif et violences politiques exacerbées.

Benjamin Carter Hett tente d'aborder dans leur ensemble les forces et les clivages de la société allemande qui ont contribué à détruire cette jeune démocratie. Il met en lumière les attermoissements des partis démocratiques, les divisions au sein de la gauche, et la montée en puissance des forces antidémocratiques. Il souligne également – et surtout – le rôle des conservateurs et des élites traditionnelles, qui, sous-estimant Hitler, ont cru pouvoir le contrôler une fois au pouvoir. L'auteur rappelle comment les nazis ont exploité les

¹ Spécialiste de l'Allemagne du 20^e siècle, il est diplômé de Harvard, il enseigne au Hunter College et au Graduate center de l'Université de la ville de New York (CUNY).

² Titre original : *The Death of Democracy: Hitler's Rise to Power and the Downfall of the Weimar Republic*, New York, Henry Holt, 2018 ; publié en français chez l'Artilleur en 2021.

traumatismes et les récits liés à la Première Guerre, celui du mythe de 1914 ou du « coup de poignard dans le dos » de 1918, d'une Allemagne qui a perdu la guerre à cause du délitement de la discipline et de la cohésion sur le front de l'intérieur. L'État national-socialiste fera en sorte que cela ne puisse plus se reproduire. Avant d'aborder le cœur du sujet, c'est-à-dire les quelques années qui ont précédé janvier 1933, Hett s'attarde sur une série d'éléments qui trouvent écho dans le monde contemporain, comme la relation que les nazis entretenaient avec la vérité : « Hitler mentait tout le temps. Pourtant, il exprimait aussi clairement ce qu'il faisait et ce qu'il projetait de faire. C'est le paradoxe fondamental du personnage. »³ Les pages consacrées à cette caractéristique font inévitablement penser à des dérives du discours politique contemporain.

En passant en revue les raisons du ressentiment rural envers les grands centres urbains – et plus particulièrement envers Berlin –, l'auteur met en lumière des clivages qui fracturaient la société allemande. Des clivages économiques (monde industriel vs monde rural), culturels (foisonnement artistique et modernisme vs conservatisme), sociologiques (cosmopolitisme vs traditionalisme), politiques (gauche vs droite), etc. Des fractures qui trouvent elles aussi de nombreux échos avec aujourd'hui.

C'est toutefois dans l'analyse des manœuvres politiques à partir de 1928, lorsque les nazis ne représentent encore que 2,6 % des suffrages, que le livre nous semble le plus captivant. Il met en lumière les compromissions de certaines élites politiques et économiques, sans lesquelles l'ascension du nazisme ne saurait être pleinement comprise.

Une croyance répandue voudrait que le krach de Wall Street en octobre 1929 ait amené la Grande Dépression et que cette crise aurait renforcé Hitler et condamné la démocratie allemande. En fait, la crise, l'affaiblissement des soutiens à la République de Weimar et la réussite politique des nazis furent bien plus complexes et tout débuta avant ce krach⁴.

Le réquisitoire est particulièrement sévère à l'encontre de figures telles que le conservateur Kurt von Schleicher, « champion de la manipulation et de l'intrigue », Alfred Hugenberg, magnat de la presse et dirigeant du parti d'extrême droite DNVP, Franz von Papen, aristocrate opportuniste et sans scrupules, ou encore Paul von Hindenburg, pourtant relativement épargné par la postérité. Dans une Allemagne politiquement fragmentée, ces hommes ont multiplié les intrigues, exploitant les failles de la Constitution de Weimar – gouvernements minoritaires, abus d'ordonnances, etc. – pour éviter les compromis politiques, notamment avec le SPD, qui reste le premier parti allemand jusqu'en 1932. Depuis mars 1930, les gouvernements qui se succèdent à la tête de l'Allemagne – Brüning I et II, von Papen et von Schleicher – sont tous minoritaires. Avant la nomination d'Hitler à la chancellerie, la démocratie allemande est déjà profondément malmenée. Entre 1931 et 1932, les exécutifs successifs persistent dans des politiques d'austérité et de déflation au pire moment de la crise économique et financière, contribuant à polariser davantage le paysage politique et à éroder la confiance dans les institutions démocratiques.

³ *Ibid.*, p. 98.

⁴ *Ibid.*, p. 197.

Le président Hindenburg, ancré dans une conception conservatrice du pouvoir, n'envisage de solutions politiques qu'à droite et écarte toute coopération significative avec les sociaux-démocrates. Ces derniers, pourtant dans l'opposition, font le choix de la stabilité du régime, que ce soit sous les gouvernements Brüning (1930-1932) ou lors de l'élection présidentielle de 1932, où ils ont soutenu Hindenburg pour contrer la menace nazie. Ils se retrouvent malgré tout marginalisés par le virage autoritaire du régime et attaqués sur leur gauche par le KPD qui les qualifie de « sociaux-fascistes ». Pour les communistes, le national-socialisme et la social-démocratie, en tant qu'expressions de la bourgeoisie capitaliste, ne se distinguaient que par une différence de degré, et non de nature.

Le chancelier Brüning, confronté à la montée des violences paramilitaires, tente en vain de dissoudre les SA au printemps 1932, mais son projet est saboté par von Schleicher, qui manœuvre en coulisse pour précipiter sa chute. Brüning est remplacé en juin 1932 par Franz von Papen, qui accentue le virage à droite. Le régime parlementaire a quasi cessé d'exister, alors que la violence politique est toujours plus grande. C'est dans ce contexte que se joue le « coup de Prusse » de juillet 1932 : von Papen, avec le blanc-seing d'Hindenburg, destitue arbitrairement le gouvernement du plus grand Land allemand (de centre gauche minoritaire : SPD, Zentrum et DDP), renforçant l'emprise autoritaire du pouvoir central. Benjamin Carter Hett démontre combien, à force d'intrigues, de marchandages et de coups de force, von Schleicher et von Papen ne peuvent plus trouver de soutien qu'à l'extrême droite. Ils sont pris au piège de leur stratégie. « Les nazis savaient qu'ils ne pouvaient s'emparer du pouvoir contre l'establishment. En revanche, l'establishment ne pouvait plus continuer sans les nazis. »⁵

Les discussions avec les nazis se multiplient durant l'été 1932, ceci dans un climat de tensions extrêmes, où les chemises brunes sont mobilisées en grand nombre autour de Berlin. Le récit de ces tractations est fascinant, tant les nazis semblent, aux yeux de certains, des partenaires de gouvernement envisageables. Ne participent-ils pas déjà à des gouvernements régionaux ? Face à l'impasse politique, von Schleicher tente une ultime manœuvre avec son projet de « Front croisé », ambitionnant de fédérer une coalition allant du SPD à l'aile gauche du NSDAP, représentée par Gregor Strasser, afin de diviser les nazis. La tentative échoue. Isolé, von Schleicher démissionne le 28 janvier 1933. Deux jours plus tard, Hindenburg nomme Hitler chancelier, sous l'influence et les pressions de von Papen et d'un petit cercle de conservateurs persuadés de pouvoir garder le contrôle. Cette décision scelle la fin de la République de Weimar et ouvre la voie à la dictature nazie.

La suite est connue, mais la rapidité de l'effondrement de la démocratie allemande ne cesse d'étonner : incendie du Reichstag dans la nuit du 27 au 28 février ; promulgation du décret-loi « Pour la protection du peuple et de l'État », le 28 février ; élections du 5 mars 1933 et le vote des pleins pouvoirs le 24 mars, quasi le même jour que l'ouverture du camp de Dachau. Le rouleau compresseur nazi est en marche. Le tableau final mêle des événements et des éléments vus et revus, avec d'autres qui le sont moins, comme l'action du groupe conservateur lié au cabinet von Papen (Jung, Tschirschky, Bose, Ketteler, etc.), mais à l'insu de ce dernier. Leur fait d'armes le plus marquant est la rédaction du discours de von Papen à Marbourg, le 17 juin 1934, dernière critique publique, et officielle, des nazis. Plusieurs membres du réseau disparaissent lors de la Nuit des longs couteaux, mais certains réapparaîtront onze ans plus tard dans l'opération Walkyrie, la tentative d'assassinat d'Hitler en juillet 1944.

⁵ *Ibid.*, p. 335.

Certaines pages nous rappellent que l’auteur est américain, notamment en raison de références moins citées chez nous, comme lorsqu’il s’attarde sur Peter Drucker – Viennois d’origine, réfugiés peu avant la guerre aux États-Unis et figure pionnière du management moderne – qui pointe combien le nazisme combinait les antinomies incohérentes. Ils avaient multiplié les succès, relevait-il, « face à une presse hostile, à une radio hostile, à un cinéma hostile, à une Église hostile et à un gouvernement hostile, qui dénoncèrent inlassablement les mensonges et l’incohérence des nazis, l’inaccessibilité de leurs promesses, les dangers et la folie de leur trajectoire. » Et concluant par : « Si l’adhésion rationnelle à leurs promesses avait été une condition préalable, personne n’aurait été nazi. »⁶ Un air de déjà vu ?

On peut lire, entre les lignes, les parallèles entre la situation de l’Allemagne dans les années 1930 et les défis auxquels les démocraties modernes sont confrontées aujourd’hui. L’auteur s’en tient aux événements passés et évite le piège des analogies approximatives et grossières, mais la dernière phrase de son livre laisse peu de doute sur ce qui l’anime : « Au vu du thème de ce livre et de l’époque où nous vivons, ma dédicace parle d’elle-même », la dédicace en exergue étant : « À tous ceux qui combattent pour la liberté, les droits de l’Homme, la démocratie, la paix et la tolérance. »

Comme nous le disions dans l’introduction, le livre n’apporte ni révélation majeure ni lecture radicalement nouvelle de la période. Il a cependant le mérite de proposer une synthèse de ces années décisives, tout en déconstruisant plusieurs idées reçues ou récits figés – voire mythifiés – sur l’accession des nazis au pouvoir. Il présente toutefois quelques faiblesses, notamment en restant largement confiné aux cercles proches d’Hindenburg, von Papen et von Schleicher, au détriment d’une exploration plus large des milieux conservateurs de l’époque (armée, industrie, finance, Églises). Autre angle mort : les fractures au sein de la gauche, bien que décisives, sont peu explorées également. Enfin, la publication chez *L’Artilleur* – dont le catalogue comprend des auteurs qui remettent en cause le consensus scientifique sur le climat ou qui défendent des positions conservatrices, révisionnistes ou controversées sur des événements historiques – interroge. L’ouvrage de Benjamin Carter Hett n’entre absolument pas dans ce cadre, mais le choix éditorial surprend.



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Depuis 2003, l’action de l’ASBL Mémoire d’Auschwitz s’inscrit dans le champ de l’Éducation permanente.

À travers des analyses et des études, l’objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l’ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.

Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l’esprit critique et renforce le débat d’idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d’auteurs extérieurs à l’ASBL.

⁶ *Ibid.*, p. 421.